Cinquantième année. - N ° 255 A 30 décembre 2016

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 1489

75 – PARIS

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Jugement de clôture

Date : 13 décembre 2016.
Jugement de clôture pour insuffisance d'actif.
501 419 634 RCS Paris.
STUDIO NADDERMIER.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Activité : Conseil ou assistance à la direction artistique dans tous les domaines et plus particulièrement dans celui de la haute couture et du prêt-à-porter, de la mode féminine et masculine, des articles de mode et de maroquinerie, des accessoires de tous produits de luxe, de la parfumerie, des cosmétiques et des produits de beauté, notamment auprès des magazines de mode, des entreprises de publicité et de vente en gros ou au détail de vêtements sur mesure ou de prêt à porter pour hommes, femmes et enfants, les activités de styliste, de photographe de mode, la création d'évènements sous toutes formes y compris la production et la promotion artistique ; l'étude, la création, la présentation, la commercialisation par toutes techniques, L'import-Export, le négoce et la distribution de tous produits et marchandises en gros ou au détail, notamment de tous produits discographiques, audiovisuels, cinématographiques, multimédias, de prêt-à-porter et plus particulièrement ceux liés à l'évènementiel en matière artistique ; toutes prestations de services liées à ces activités, notamment administratives et financières..
Adresse : 87, rue de Crimée, 75019 Paris.
Complément de jugement : Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.